

réussirons. Mais c'est plutôt en conservant et en augmentant nos moyens d'action, en laissant mûrir ce que nous avons semé, que nous forcerons la routine jusque dans ses derniers retranchements. Tous les hommes de progrès devraient s'unir dans ce but, et cette unité d'action seule sera efficace.

Au nombre des raisons que nos adversaires ont donné contre les écoles d'agriculture actuellement existantes, une des principales a été leur position. On a prétendu que le voisinage du collège classique et de l'École d'agriculture, est un empêchement aux succès de cette dernière. Erreur grossière. Une expérience de dix-huit ans nous permet de dire que jamais l'institution classique n'a nui à l'institution agricole. La première a même fourni de nombreux élèves à la seconde, et jamais les élèves de l'école d'agriculture n'ont eu honte de se montrer en habits de travail devant les jeunes gens fréquentant le cours classique.

Je dirai plus même. Depuis la réorganisation de l'enseignement agricole par le Conseil d'agriculture, nos élèves n'ont plus de vacances en été. A côté d'eux, les collégiens prennent leurs vacances dans les mois de juillet et août ; nos élèves les voient partir sans un regret, et toujours désireux de s'instruire ils continuent leur travail théorique et pratique avec le même élan et le même plaisir.

Dans une école placée aux portes d'une ville, en serait-il ains ? Le contact de l'institution agricole avec les jeunes gens habités de la ville ne serait-il pas plus dangereux ? L'expérience démontre que la proximité des villes n'a jamais été un avantage pour l'avancement de la classe agricole. Partout et toujours on accuse les villes d'amener la désertion des champs. Un grand nombre de personnes, aujourd'hui vivant misérablement dans les villes, seraient encore sur leur propriété, cultivant le sol de leur père, s'ils n'avaient pas été attirés vers les grands centres par le faux attrait des splendeurs de la ville.

En outre l'école d'agriculture a des succès d'autant plus marqués que son influence se fait sentir dans un plus grand rayon ; et pour cela elle doit être placée au milieu d'une population rurale et non près d'une ville.

Pardonnez-moi, M. le Président, cette digression un peu longue. Je l'ai crue nécessaire pour compléter la défense de l'institution dont je vous présente le rapport.

Cette institution a obtenu des succès, et elle en promet encore plus pour l'avenir, à condition qu'on n'entrave pas son action et qu'on lui fournisse les moyens de subvenir largement à ses besoins.